



ENQUÊTE DE CONJONCTURE DU PREMIER SEMESTRE 2024 AUPRÈS DES TPE-PME

LE REBOND SE FAIT ATTENDRE

JUILLET 2024



À l'occasion de la 79^e édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, près de 40 000 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à 249 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées au printemps 2024.

5 136 réponses reçues entre le 13 mai et le 11 juin 2024, jugées complètes et fiables, ont été exploitées au niveau national et ont fait l'objet de déclinaisons pour l'ensemble des régions excepté la Corse et les Outre-Mer dont le nombre de réponses est insuffisant.

Des questions spécifiques sur la transition écologique et environnementale et le verdissement du parc automobile ont été introduites pour l'ensemble de l'échantillon. 5006 réponses complètes à ces questions ont été analysées.

Les réponses à ces questions spécifiques ont été redressées sous deux dimensions, de façon à reproduire la démographie des TPE-PME⁽¹⁾ françaises :

- Le nombre de salariés, de façon à corriger la sous-représentation des TPE⁽²⁾ parmi les répondants
- Le secteur d'activité, de façon à corriger la sur-représentation de l'industrie et la sous-représentation du secteur du tourisme

Le redressement a été effectué sur la base du nombre d'entreprises dans les différentes catégories.

⁽¹⁾ Petites et moyennes entreprises, employant moins de 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 50 M € ou le bilan annuel de 43 M€

⁽²⁾ Très petites entreprises, employant moins de 10 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total de bilan n'excède pas 2 M€

Les indicateurs ou soldes d'opinions sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- **Indicateur en évolution** = [(x % « en hausse ») - (y % « en baisse »)] X 100
- **Indicateur en niveau** = [(x % « bon / aisé ») - (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

Une entreprise est qualifiée « innovante » si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

Une entreprise « fortement exportatrice » réalise plus du quart de son activité à l'international, **« moyennement exportatrice »** entre 6 % et 25 % et **« non-exportatrice »** moins de 6 % (y compris 0 %).

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

L'activité des TPE-PME françaises est de nouveau attendue en ralentissement en 2024, dans un contexte de faiblesse de la demande. Le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires perd 10 points sur un an à +2, un niveau sensiblement inférieur à sa moyenne historique, alors que les carnets de commande restent peu garnis. La conjoncture est particulièrement difficile dans la Construction, le Commerce et les Transports, atone dans l'Industrie, alors que les services s'en sortent mieux. L'emploi résisterait mieux que l'activité cette année encore, en particulier l'emploi industriel.

La situation de trésorerie se stabilise. L'indicateur relatif à l'évolution récente de trésorerie, en dégradation continue depuis les points hauts atteints en 2021, interrompt sa baisse à un niveau supérieur à sa moyenne de long terme. Un quart des TPE-PME jugent leur trésorerie difficile, une proportion stable sur un an. **Les craintes de non-remboursement des Prêts Garantis par l'État (PGE) demeurent par ailleurs stables**, à 4 % des TPE-PME ayant obtenu un PGE. Les remboursements s'accroissent d'ailleurs, puisque 19 % déclarent avoir déjà intégralement remboursé leur PGE (+3 points en 6 mois) et 10 % prévoient de le rembourser dans son intégralité d'ici la fin de l'année 2024.

Les conditions d'accès au crédit restent favorables. La faiblesse de la demande redevient le principal obstacle à l'investissement, devant le coût du crédit. L'accès au crédit, qui s'était durci depuis fin 2021, s'est stabilisé début 2024 et s'est même légèrement détendu du côté du crédit d'investissement. Le coût du crédit, qui était devenu fin 2023 le 1^{er} obstacle à l'investissement en raison de l'envolée des taux d'intérêt accordés aux PME (passant de 1,4 % en avril 2022 à 5,2 % en décembre 2023), reste un obstacle majeur. Il est toutefois moins puissant qu'au semestre précédent (cité comme obstacle par 49 % des dirigeants en mai 2024 après 56 % en novembre 2023), alors que les taux d'intérêt accordés aux PME ont commencé à refluer (4,9 % en avril 2024). La faiblesse de la demande redevient ainsi le principal frein à l'investissement (52 %).

L'investissement poursuivrait son ralentissement cette année. 43 % des TPE-PME ont déjà investi ou comptent investir en 2024, une proportion en baisse de 2 points sur 1 an. L'indicateur sur l'évolution des dépenses d'investissement perd 6 points sur 1 an à -9 et s'établit désormais sous sa moyenne de long terme (-4). L'industrie tire son épingle du jeu avec 57 % de dirigeants prévoyant des investissements, une part non seulement plus élevée que dans les autres secteurs mais aussi proche de sa moyenne de long terme à l'inverse des autres secteurs.

Les investissements verts ralentissent également. 28 % des TPE-PME en ont réalisé en 2023, une proportion en baisse de 7 points sur 1 an et de 14 points sur 2 ans. Le solde d'opinion sur l'évolution des montants investis cette année perd 3 points sur 1 an à +2. Interrogées sur leurs intentions au-delà de 2024, seules 26 % prévoient d'en réaliser. Malgré ce moindre engouement pour les investissements verts, **le verdissement du parc automobile progresse.** Actuellement, 4 % des véhicules d'entreprise sont électriques. Peu de TPE-PME ont déjà entamé l'électrification de leur parc automobile (1/10). Celles qui l'ont fait ont relativement plus de véhicules et ont électrifié environ 1/5 de leur flotte. Dans les 12 prochains mois, 16 % des véhicules achetés (ou loués) seraient électriques. Plus des trois-quarts des TPE-PME prévoyant d'acheter un véhicule électrique dans l'année ne possèdent actuellement aucun véhicule électrique dans leur flotte. L'autonomie et le prix d'achat sont les principaux freins à l'acquisition de véhicules d'entreprise électriques.

L'activité resterait peu dynamique en 2025. L'indicateur prévisionnel d'activité se stabilise à +16, masquant des disparités sectorielles. Les perspectives se dégradent notamment dans le Tourisme et les Transports et restent moroses dans la Construction et le Commerce. Elles s'améliorent en revanche dans l'Industrie et restent relativement porteuses dans les Services. L'emploi resterait plus dynamique que l'activité, l'indicateur prévisionnel s'établissant proche de sa moyenne historique, là où celui relatif à l'activité y est bien inférieur.

LES CHIFFRES CLÉS

+2

Solde d'opinion sur l'évolution de l'activité en 2024

En baisse de 10 points sur un an

43%

Part des TPE-PME prévoyant des investissements en 2024

En baisse de 2 points sur un an

28%

Part des TPE-PME ayant réalisé des investissements verts en 2023

En baisse de 7 points sur un an

+16

Solde d'opinion sur l'évolution de l'activité en 2025

Stable sur 1 an, en hausse de 3 points dans l'Industrie à +25

4%

Part des TPE-PME craignant de ne pas pouvoir rembourser leur PGE

29 % l'auraient remboursé d'ici la fin d'année

4%

Part des véhicules électriques dans le parc automobile des TPE-PME

16% des intentions d'achat à 12 mois

SOMMAIRE

- 1. ACTIVITÉ ET EMPLOI**
- 2. SITUATION FINANCIÈRE, ACCÈS AU CRÉDIT ET INVESTISSEMENT**
- 3. PERSPECTIVES 2025**
- 4. MÉTHODOLOGIE**



1

ACTIVITÉ ET EMPLOI

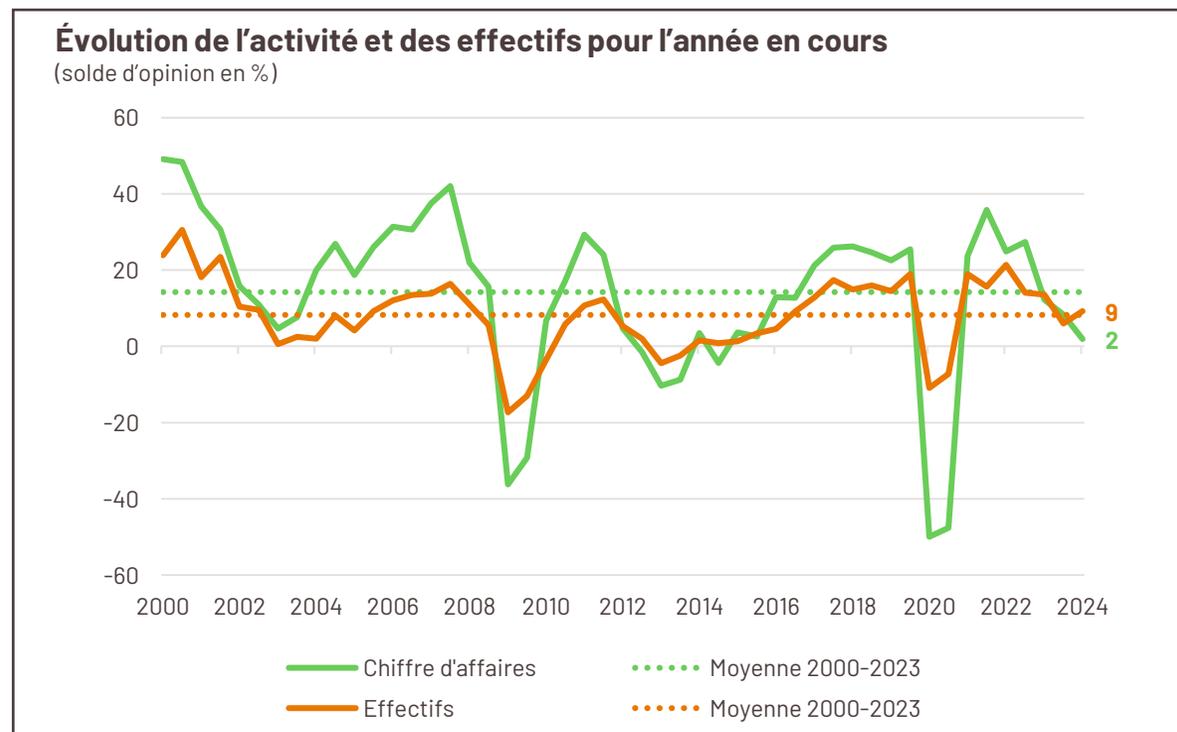
LE RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ SE POURSUIT DÉBUT 2024 MAIS L'EMPLOI RÉSISTE

En moyenne, le chiffre d'affaires des TPE-PME est attendu en léger recul en 2024 ; les PME exportatrices et innovantes résistent mieux en ce début d'année.

- **Le solde d'opinion relatif à l'évolution du chiffre d'affaires recule de nouveau début 2024** pour s'établir à +2. Il perd 6 points en 6 mois et 10 points sur 1 an et s'enfonce ainsi un peu plus sous sa moyenne de long terme (+14). Cette diminution du solde d'opinion s'explique ce semestre essentiellement par la moindre proportion de chefs d'entreprise prévoyant une hausse de leur activité (28 % contre 36 % en novembre dernier). 26 % anticipent à l'inverse une baisse de leur chiffre d'affaires (27 % il y a 6 mois) et 46 % une stabilisation.
- **La croissance moyenne du chiffre d'affaires est attendue légèrement négative en 2024, à -0,5 % après +0,6 % estimé en 2023.** Les carnets de commande restent dans l'ensemble peu garnis, l'indicateur se stabilisant sur le semestre à bas niveau (-11, soit 4 points sous sa moyenne de long terme). Les difficultés d'approvisionnement se sont en revanche encore estompées et limitent désormais significativement l'activité de 29 % des TPE-PME contre 36 % en novembre 2023.
- **La croissance du chiffre d'affaires est attendue plus faible qu'en 2023 et qu'en moyenne au cours des dernières années, quelle que soit la taille de l'entreprise.** Les TPE, habituellement moins dynamiques, connaîtraient un recul de 2,5 % de leur chiffre d'affaires. Les PME d'au moins 20 salariés verraient en revanche leur chiffre d'affaires progresser en moyenne en 2024, de manière croissante selon la taille (+0,6 % pour celles de 20 à 49 salariés, +1,2 % pour celles de 50 à 99 salariés et +2,0 % pour celles de 100 salariés ou plus).
- **Les entreprises exportatrices, tout comme les entreprises innovantes,** qui affichaient un ralentissement un peu plus fort de l'activité en 2023 que leurs homologues non-exportatrices et non-innovantes, **résistent mieux début 2024.** Le solde d'opinion pour ces catégories d'entreprises ne recule que de respectivement 2 et 3 points (contre -8 pour les non-exportatrices et/ou non-innovantes). Elles continueraient ainsi d'afficher une croissance positive de leur chiffre d'affaires cette année (resp. +1 % et +2 %) à l'inverse des non-exportatrices non-innovantes (-2 %).

L'emploi se montre résilient au regard des anticipations d'activité.

- **L'indicateur relatif à l'évolution des effectifs des TPE-PME, qui avait nettement reculé à l'automne, se redresse partiellement** (+3 points en 6 mois à +9) et repasse ainsi tout juste au-dessus de sa moyenne de long terme (+8). Sur 1 an, il affiche un recul de 5 points là où l'indicateur d'activité chute de 10 points.
- **L'indicateur relatif aux effectifs évolue un peu moins favorablement du côté des plus grosses PME** (-1 point par exemple chez les PME de 100 salariés ou plus). Il y reste toutefois proche de sa moyenne historique, comme c'est le cas chez les TPE (moins de 10 salariés).



Champ : Total (N = 5136) ; Source : Bpifrance Le Lab

UN RALENTISSEMENT GÉNÉRALISÉ À L'ENSEMBLE DES SECTEURS, À L'EXCEPTION DES SERVICES QUI TIRENT LEUR ÉPINGLE DU JEU

Les perspectives d'activité pour l'année 2024 sont moins bien orientées dans l'ensemble des secteurs, hormis dans les Services (aux entreprises et particuliers) :

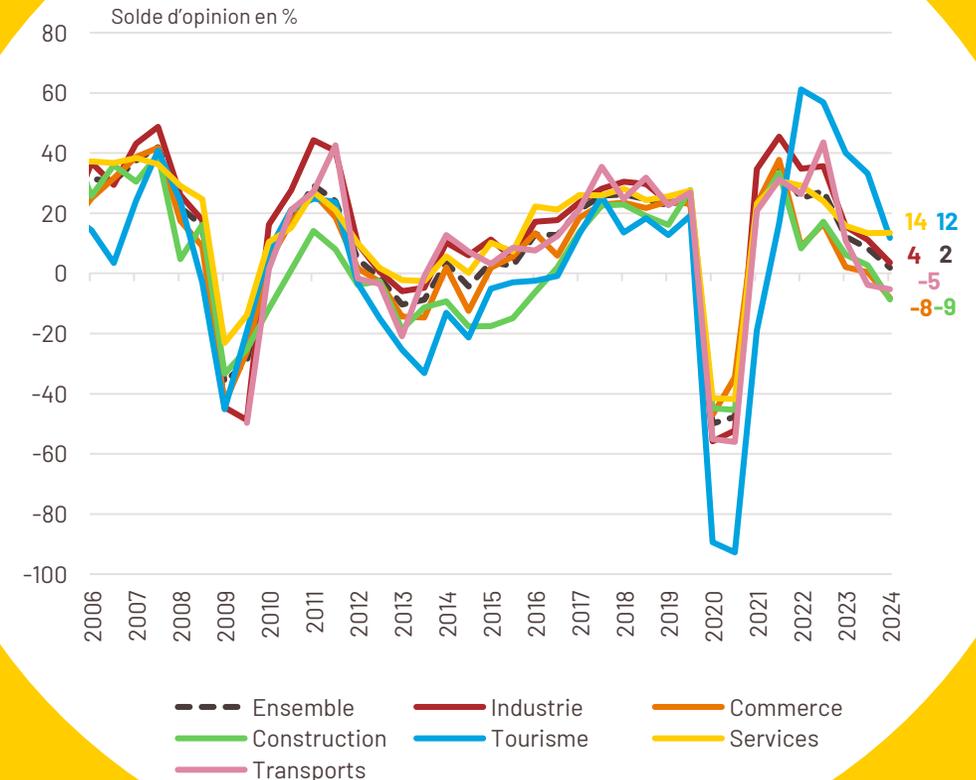
- **Le secteur des services tire son épingle du jeu** : à +14, le solde d'opinion sur l'activité se stabilise ce semestre et s'établit au plus haut niveau au sein des différents secteurs, « seulement » 5 points sous sa moyenne de long terme (contre 12 points en-dessous tous secteurs confondus). C'est le seul secteur dans lequel les dirigeants prévoient en moyenne une croissance positive de leur chiffre d'affaires cette année, même si elle resterait peu dynamique (+1 % prévu, après +1 % estimé en 2023).
- **Les secteurs des Transports, du Commerce et de la Construction sont les plus affectés**. Dans ces trois secteurs, les dirigeants sont plus nombreux en proportion à prévoir une baisse de leur chiffre d'affaires cette année qu'une hausse (soldes d'opinion à respectivement -5, -8 et -9, soit largement en-dessous de leurs moyennes de long terme, de +11, +13 et +8). Ils prévoient ainsi en moyenne un recul de leur chiffre d'affaires, de -1 % dans les Transports, -2 % dans le Commerce et -3 % dans la Construction.
- **Entre les deux, l'Industrie connaîtrait un coup d'arrêt sans afficher de contraction**. Le solde d'opinion sur l'activité enregistre un recul de 7 points en 6 mois et de 12 points sur 1 an et s'inscrit, à +4, nettement sous son niveau moyen de long terme (+17). Les dirigeants industriels prévoient en moyenne une stabilisation de leur chiffre d'affaires cette année (après +1 % estimé en 2023).
- **Le secteur du Tourisme poursuit sa correction**. L'activité, qui avait été très dynamique en 2022 et 2023 en contrecoup du choc plus sévère subi lors de la crise sanitaire, ralentirait assez nettement cette année. Le solde d'opinion sur l'activité enregistre le plus fort recul sur le semestre (-21 points) mais demeure, à +12, supérieur à sa moyenne de long terme (+6). Les dirigeants du secteur anticipent en moyenne une croissance nulle de leur chiffre d'affaires cette année (après +5 % estimé en 2023).

→ Cf. [analyse sectorielle détaillée](#)

Par région, le Nord-Ouest connaît des évolutions plus favorables que le reste de la France. La Bretagne est la seule région dans laquelle la croissance anticipée du chiffre d'affaires des TPE-PME est positive, et la Normandie affiche une amélioration du solde d'opinion sur l'activité à un niveau supérieur à sa moyenne de long terme. À l'inverse, les dirigeants de TPE-PME localisées en Bourgogne-Franche-Comté et dans le Grand-Est sont plus pessimistes que la moyenne concernant l'évolution de leur activité cette année.

→ Cf. [synthèse régionale \(p.21\)](#)

Évolution de l'activité pour l'année en cours, par branche d'activité



Champ : Total (N=5136)
Source : Bpifrance Le Lab

LES PERSPECTIVES D'EMBAUCHES SONT REVUES À LA HAUSSE CE SEMESTRE MAIS RALENTIRAIENT TOUT DE MÊME SUR UN AN

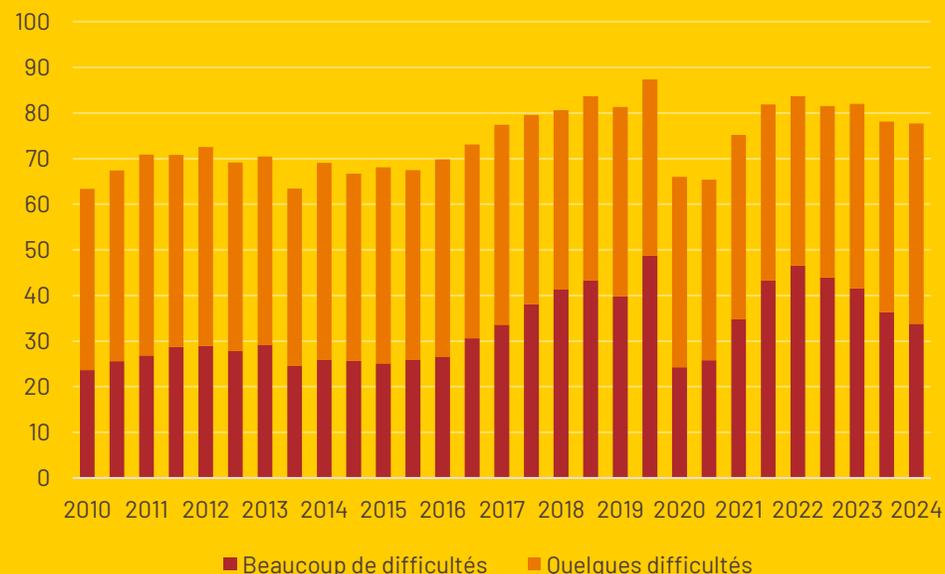
Les créations d'emploi sont globalement mieux orientées que l'activité, en particulier dans l'Industrie :

- **Les embauches seraient les plus dynamiques dans l'Industrie** : le solde d'opinion sur les effectifs rebondit de 8 points sur le semestre pour s'établir à +15 (-3 points sur 1 an), un niveau sensiblement supérieur à sa moyenne de long terme (+7). **Elles seraient également bien orientées dans les Services**, où le solde d'opinion s'élève à +14 (+4 points en 6 mois, -4 points sur 1 an), un niveau proche de celui observé en moyenne entre 2000 et 2023. Dans ces deux secteurs, environ un quart des dirigeants prévoient d'augmenter leurs effectifs cette année (contre 12 à 18 % dans les autres secteurs).
- **Les embauches ralentiraient dans le Tourisme, en cohérence avec l'ajustement de l'activité**. Le solde d'opinion recule de 4 points en 6 mois et 9 points sur 1 an pour s'inscrire à +4, un niveau toutefois plus élevé que la moyenne du secteur (0).
- **L'emploi serait relativement peu dynamique dans le Commerce et la Construction, où l'activité est attendue en contraction cette année**. Le solde d'opinion sur l'emploi y reste toutefois positif et proche de sa moyenne de long terme contrairement à celui relatif à l'activité.
- **Les embauches sont à l'arrêt dans les Transports**. Le solde d'opinion poursuit son recul (-2 points en 6 mois, -11 points sur 1 an) et passe en territoire négatif. À -2, il se situe nettement sous sa moyenne historique (+7). Les dirigeants sont désormais plus nombreux à prévoir de réduire leurs effectifs (14 % d'entre eux) que les augmenter (12 %).

→ Cf. [analyse sectorielle détaillée](#)

Comme habituellement, les embauches seraient plus dynamiques chez les grosses PME et celles tournées vers l'international. Le solde d'opinion est plus élevé chez les PME d'au moins 10 salariés (+13), en particulier chez celles d'au moins 100 salariés (+21) que chez les TPE (0). Pour autant, le solde d'opinion présente des évolutions similaires sur 1 an et se situe proche de sa moyenne de long terme quelle que soit la taille de l'entreprise. De même, le solde d'opinion affiche un redressement partiel ce semestre à un niveau légèrement supérieur à sa moyenne historique chez les PME exportatrices comme non-exportatrices, même s'il reste deux fois plus élevé chez celles tournées à l'international (+15) que celles centrées sur le marché domestique (+8).

Part des PME rencontrant des difficultés de recrutement (en %)



Note de lecture : les données de novembre 2019 sont à interpréter avec précaution en raison d'une légère modification dans la question posée aux entreprises
Champ : Total (N = 5136) ; Source : Bpifrance Le Lab

Les difficultés de recrutement demeurent élevées, mais sont moins prégnantes qu'en novembre dernier. 78 % des dirigeants signalent toujours des difficultés pour recruter, une proportion stable par rapport à fin 2023, légèrement sous les niveaux observés juste avant la crise sanitaire mais encore supérieure à la moyenne observée sur la période 2000-2019 (74 %). Derrière cette relative stabilité, les difficultés sont toutefois moins importantes : les dirigeants sont moins nombreux à rencontrer d'importantes difficultés de recrutement (34 % après 36 % en novembre dernier et 42 % il y a un an).

Les difficultés de recrutement restent les plus élevées dans le secteur de la Construction, malgré des embauches peu dynamiques, avec 41 % de TPE-PME rencontrant d'importantes difficultés pour recruter (42 % en novembre dernier). Elles sont également plus élevées que la moyenne dans l'Industrie (37 %).



2

SITUATION FINANCIÈRE, ACCÈS AU CRÉDIT ET INVESTISSEMENT

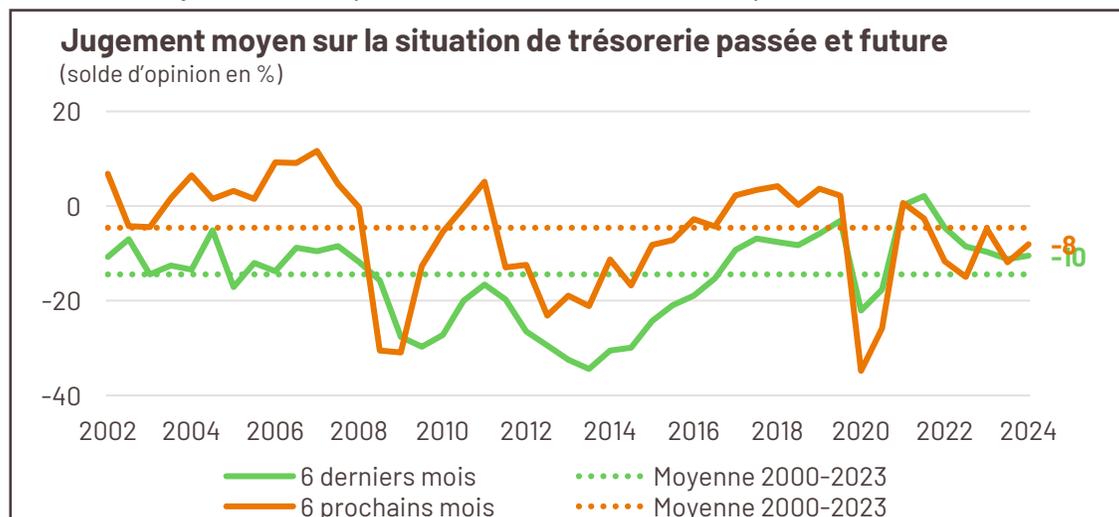
LA SITUATION DE TRÉSORERIE ÉVOLUERAIT PEU EN 2024 TANDIS QUE LA RENTABILITÉ SERAIT MOINDRE

La dégradation de la trésorerie depuis les points hauts atteints en 2021 post-crise sanitaire grâce aux différents dispositifs de soutien, s'interrompt.

- Le solde d'opinion sur l'évolution de la trésorerie au cours des 6 derniers mois est quasi stable sur 6 mois comme sur 1 an. Il demeure ainsi, à -10, au-dessus de son niveau moyen de long terme (-14). Comme un an auparavant, 25 % des PME jugent leur trésorerie difficile tandis que 15 % la jugent aisée et 60 % normale.
- Cette stabilité de l'indicateur sur le semestre s'observe dans la plupart des secteurs à l'exception des Services, où la trésorerie s'est améliorée récemment (+5 points en 6 mois) et des Transports, où elle s'est à l'inverse dégradée (-6 points, toujours au-dessus de la moyenne de long terme cependant).

Les PME sont moins inquiètes qu'en novembre dernier quant à l'évolution future de leur trésorerie, mais ne s'attendent pas à une amélioration.

- Le solde d'opinion sur l'évolution de la trésorerie au cours des 6 prochains mois se redresse partiellement (+4 points en 6 mois après -7 points au semestre précédent). À -8, il reste inférieur à son niveau moyen de long terme (-5).
- Par secteur, le solde d'opinion sur l'évolution de la trésorerie future est globalement stable sur 1 an dans l'Industrie, le Tourisme et les Services. Il se dégrade en revanche de 6 à 10 points dans le Commerce et la Construction, dans lesquels il s'inscrit nettement sous sa moyenne historique, et s'améliore dans les Transports.



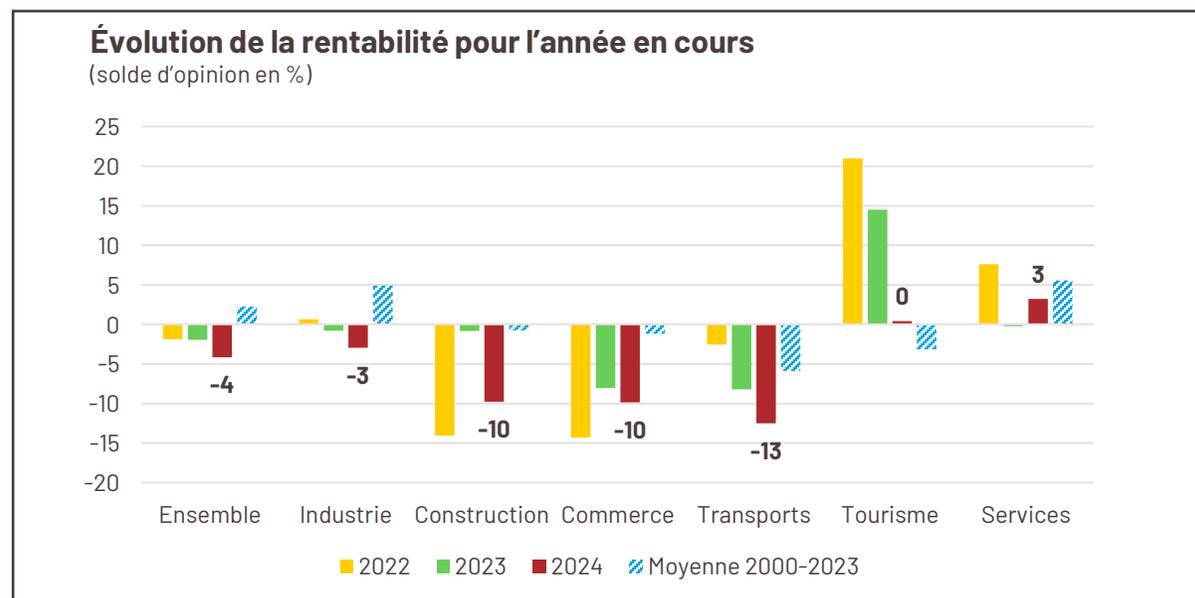
Champ : Total (N = 5136) ; Source : Bpifrance Le Lab

La rentabilité des PME a diminué en 2023.

- Le solde d'opinion sur la rentabilité passée diminue de 5 points sur 1 an à +7, un niveau légèrement supérieur à sa moyenne de long terme. Si la part de dirigeants jugeant leur rentabilité mauvaise est relativement stable sur 2 ans autour de 22 %, la part de dirigeants la jugeant bonne perd 5 points à 28 %.

La rentabilité diminuerait de nouveau cette année.

- Pour l'année 2024, les dirigeants sont un peu plus nombreux à prévoir une diminution de leur rentabilité qu'une augmentation. À -4, le solde d'opinion est en légère baisse sur 1 an (-2 points) et s'écarte de sa moyenne de long terme (+3).
- La rentabilité diminuerait légèrement cette année dans l'Industrie et le Commerce (solde d'opinion en baisse de 2 points sur 1 an) et plus fortement dans les Transports (-5 points), la Construction (-9 points) et le Tourisme (-14 points), ce dernier étant le seul secteur pour lequel le solde d'opinion demeure supérieur à sa moyenne de long terme. Les PME des Services sont plus optimistes (+3 points).



Champ : Total (N = 5136) ; Source : Bpifrance Le Lab

FOCUS

PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT

La consommation des Prêts Garantis par l'État (PGE) évolue peu tandis que son remboursement s'accélère. Les craintes de non-remboursement du PGE restent stables, concernant toujours 4 % des TPE-PME en ayant obtenu un.

La consommation des PGE a globalement peu évolué au cours du semestre.

- Parmi la moitié de dirigeants de TPE-PME ayant obtenu un PGE, 67 % déclarent en avoir consommé la majorité – dont 47 % la quasi-totalité. Cette proportion est en très légère augmentation (+1 point en 6 mois, +3 points sur 1 an).
- La consommation progresse plus fortement dans l'Industrie avec 67 % de dirigeants également rapportant avoir dépensé la majorité du prêt accordé, contre 62 % au semestre précédent.

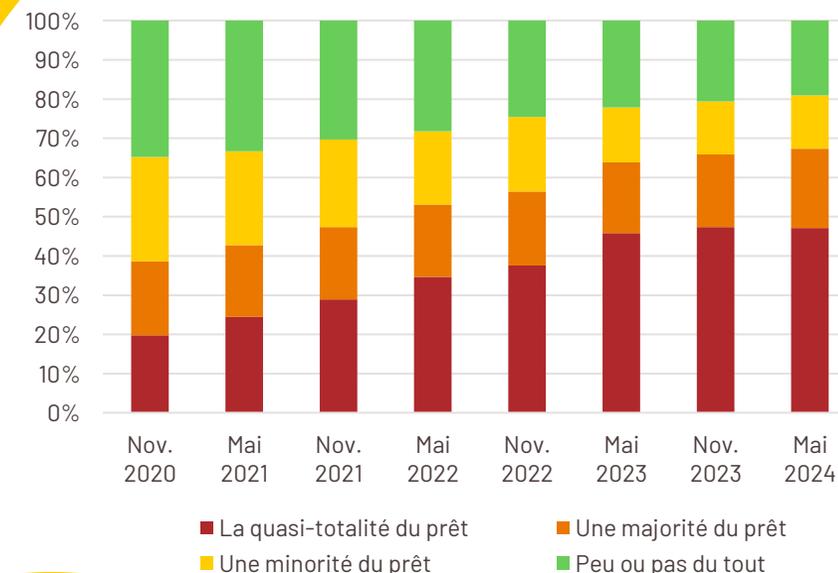
Le remboursement des prêts s'accélère.

- 19 % des TPE-PME concernées annoncent avoir déjà intégralement remboursé leur PGE (+3 points en 6 mois) et 10 % prévoient de le rembourser dans son intégralité d'ici la fin de l'année 2024. Elles seraient à l'inverse 66 % à anticiper amortir le prêt sur plusieurs années, une proportion en baisse sensible ce semestre (75 % en novembre dernier).
- Les TPE-PME de la Construction, qui étaient les plus inquiètes quant au remboursement de leur PGE le semestre précédent, sont nombreuses à anticiper un remboursement cette année (16 %, en plus des 17 % déclarant l'avoir déjà remboursé dans son intégralité).

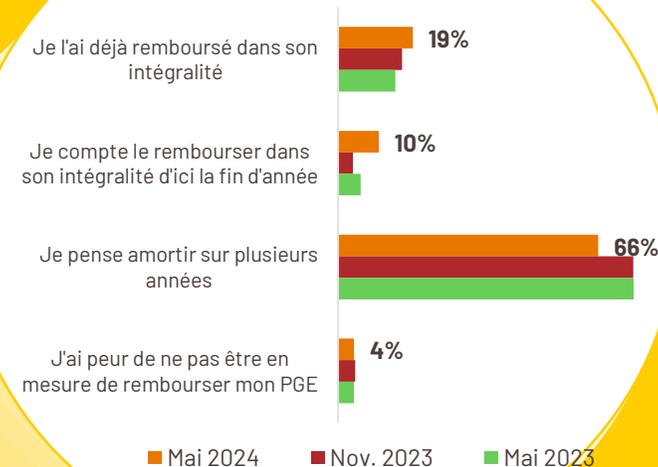
Les craintes de non-remboursement demeurent stables.

- 4 % des TPE-PME ayant contracté un PGE craignent de ne pas être en mesure de le rembourser, une proportion stable sur 6 mois comme sur 1 an.
- Assez logiquement, ce sont les entreprises rencontrant des difficultés financières qui sont les plus inquiètes : 11 % des TPE-PME ayant contracté un PGE et jugeant leur trésorerie difficile ont peur de ne pas pouvoir le rembourser, tandis que cette proportion est nulle chez celles jugeant leur trésorerie normale voire aisée.

Montants des PGE consommés



Horizon de remboursement des PGE



Champ : PME ayant contracté un PGE (N = 2493).

Champ : PME ayant contracté un PGE (N = 2493)

LES CONDITIONS DE CRÉDIT RESTENT FAVORABLES

L'accès au crédit de trésorerie, qui s'était durci depuis début 2022 en lien avec la hausse des taux (cf. encadré p.14), se stabilise au premier semestre 2024.

- **13 % des dirigeants déclarent rencontrer des difficultés pour financer leur exploitation courante, une proportion stable sur le semestre et proche du niveau observé avant crise sanitaire.**

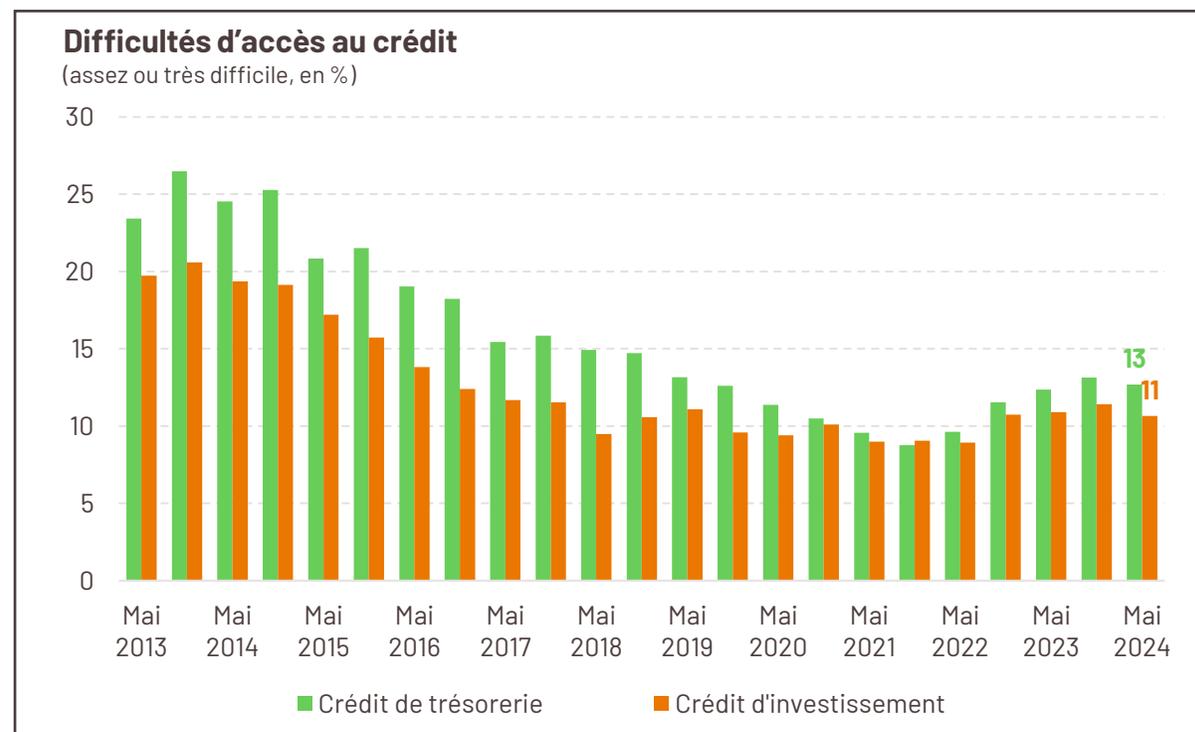
- Les difficultés d'accès au crédit de trésorerie se sont fortement réduites dans le Tourisme. 17 % des TPE-PME du secteur en ont rencontrées, une proportion en baisse de 5 points sur le semestre et nettement inférieure à ce que l'on observait avant la crise (23 % en fin 2019). Elles ont à l'inverse fortement progressé dans les Transports où 16 % des TPE-PME ont rencontré des difficultés de financement à court terme, une proportion par ailleurs bien plus élevée qu'avant la crise sanitaire (8 % fin 2019). La part de TPE-PME ayant rencontré des difficultés d'accès au crédit de trésorerie a moins varié dans les autres secteurs au cours du 1^{er} semestre 2024 (de -2 points dans les Services à +1 point dans le Commerce), où elle est comprise entre 11 et 13 %.

- **Plus de la moitié des TPE-PME (53 %) expliquent ces difficultés d'accès au crédit de trésorerie par le niveau insuffisant de leur activité et/ou des perspectives incertaines**, une proportion en hausse ce semestre (+3 points). C'est particulièrement le cas des TPE-PME du Commerce (raison citée par 64 % d'entre elles, soit +14 points sur le semestre). Les garanties jugées trop élevées sont la 2^e source d'explication de ces difficultés de financement (citées par 31 % des dirigeants en rencontrant), à égalité avec le risque associé au secteur d'activité (30 %). Le niveau élevé des garanties exigées, globalement moins évoqué qu'au semestre précédent (-6 points), est en forte progression dans la Construction (+14 points à +48, proche toutefois des niveaux de 2019 pour ce secteur).

Les difficultés d'accès au crédit d'investissement refluent légèrement.

- **11 % des dirigeants ont fait face à des difficultés pour financer leurs investissements, une proportion en léger recul sur le semestre (-1 point)**, proche de celle observée avant crise.

- Les TPE-PME du Tourisme sont un peu plus nombreuses en proportion à rencontrer des difficultés pour financer leurs investissements : 16 % d'entre elles contre 9 à 12 % dans les autres secteurs. Cette proportion, proche de celle observée un an auparavant, est toutefois assez faible pour le secteur (plus de 25 % en 2019).
- **La principale raison explicative à ces difficultés de financement à long terme demeure la fragilité financière de l'entreprise, pour 2/3 des entreprises concernées (69 % soit +5 points sur un an).** La deuxième raison la plus citée est le risque associé au secteur d'activité (26 %), en recul depuis un an (-4 points).



Champ : Total (N = 5136) ; Source : Bpifrance Le Lab

LA FAIBLESSE DE LA DEMANDE REDEVIENT LE PRINCIPAL OBSTACLE À L'INVESTISSEMENT, DEVANT LE COÛT DU CRÉDIT

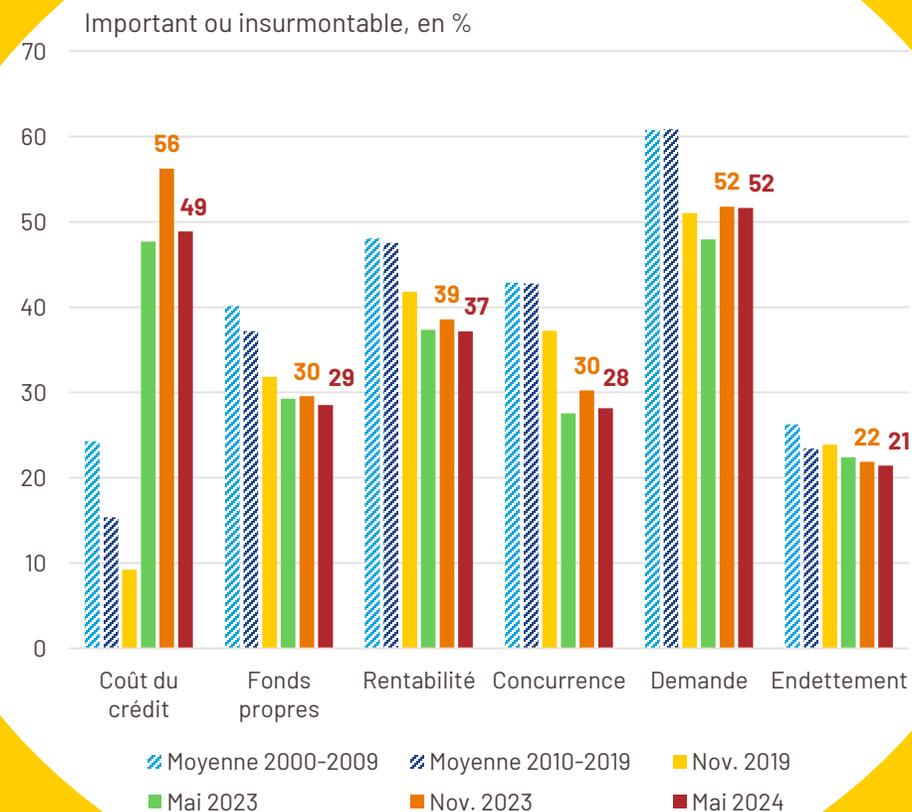
Comme au semestre précédent, 52 % des TPE-PME considèrent la faiblesse de la demande comme un obstacle à l'investissement important voire insurmontable, ce qui en fait le principal obstacle à l'investissement. Elle est citée dans les mêmes proportions qu'il y a 6 mois quel que soit le secteur, mais apparaît comme un obstacle plus puissant dans les Transports (59 %) et le Commerce (57 %).

Le coût du crédit reste un obstacle majeur à l'investissement, même s'il commence à s'atténuer dans un contexte de baisse des taux d'intérêt accordés aux entreprises (cf. encadré). 49 % des dirigeants le considèrent comme un frein important voire insurmontable, une proportion en baisse sur le semestre après un record à 56 % en novembre 2023 et proche de celle observée il y a un an, mais encore nettement supérieure à son niveau d'avant crise (9 % en novembre 2019 - point bas historique). C'est un obstacle plus puissant dans les secteurs des Transports (61 %) et de la Construction (58 %), et du Tourisme dans une moindre mesure (53 %), dans lesquels il apparaît comme le premier obstacle, devant la faiblesse de la demande.

Les obstacles suivants, dont la hiérarchie n'évolue pas, sont tous légèrement moins perçus comme tels qu'au semestre précédent et, plus largement, qu'en moyenne depuis 2000. La rentabilité est le 3^e obstacle rencontré, cité par 37 % des dirigeants, suivie par le manque de fonds propres et la concurrence à quasi-égalité (resp. 29 et 28 %). Enfin, 1 TPE-PME sur 5 est freinée dans ses dépenses d'investissement par son niveau d'endettement. À noter que l'insuffisance de fonds propres est de plus en plus considérée comme un obstacle à l'investissement dans les Transports (par 38 % des TPE-PME du secteur après 33 % il y a 6 mois et 28 % il y a un an).

La hausse du taux d'intérêt des principales opérations de refinancement de la Banque centrale européenne (BCE), de 450 points de base entre juillet 2022 et septembre 2023, s'est traduite par une envolée des taux d'intérêt accordés aux PME, qui sont passés de 1,4 % en avril 2022 à 5,2 % fin 2023. Ils ont depuis légèrement reflué pour atteindre 4,9 % en avril 2024 selon les données de la [Banque de France](#). La BCE a récemment assoupli sa politique monétaire, en baissant en juin 2024 ses taux d'intérêt directeurs de 25 points de base, après les avoir maintenus au même niveau pendant 9 mois.

Jugement sur les obstacles à l'investissement



Champ : Total (N=5136)
Source : Bpifrance Le Lab

L'INVESTISSEMENT EST À LA PEINE

En 2024, les dirigeants seraient moins nombreux à réaliser des investissements : 43 % d'entre eux en prévoient après 45 % un an auparavant et 50 % en moyenne depuis 2002*. L'industrie tire son épingle du jeu.

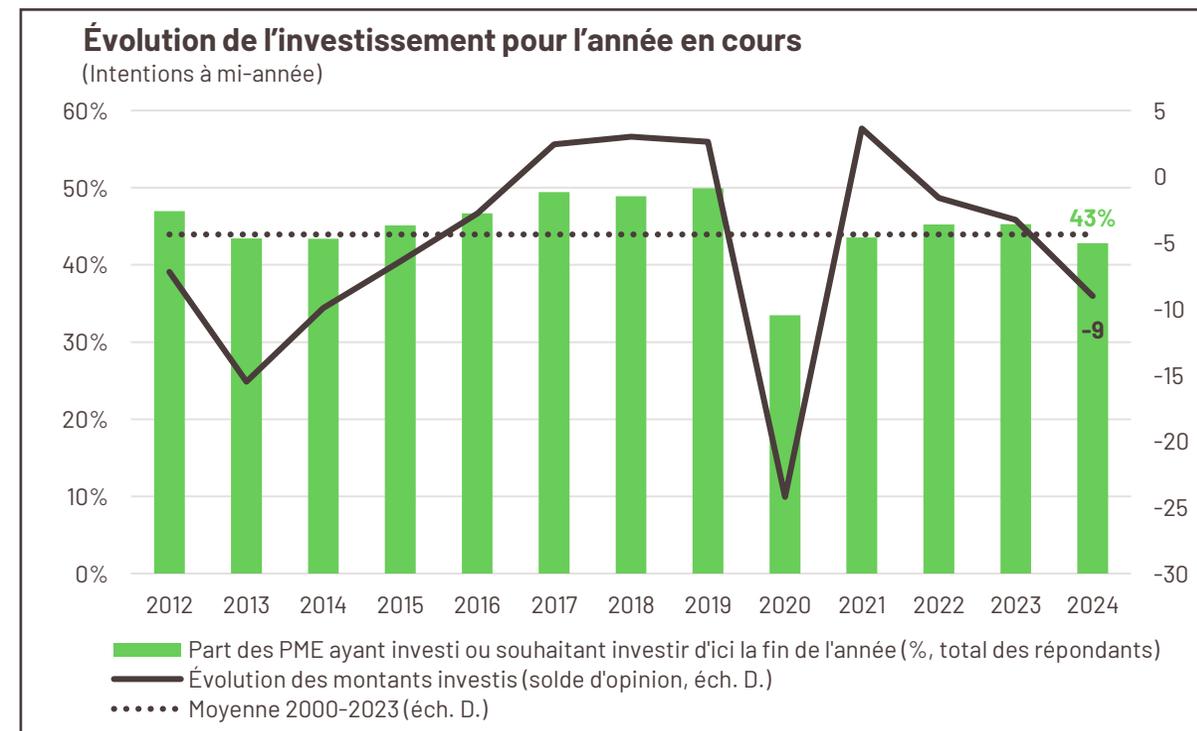
- **L'industrie se distingue des autres secteurs avec 57 % de TPE-PME prévoyant des investissements au cours de l'année 2024.** Cette proportion, quasi stable sur un an (-1 point), est bien supérieure à celle observée dans les autres secteurs (entre 33 % et 45 %) et proche de sa moyenne de long terme (58 %), là où elle y est très inférieure dans tous les autres secteurs.
- La part de TPE-PME ayant investi ou souhaitant investir d'ici la fin de l'année s'est maintenue dans le Tourisme (+1 point à 42 %) et le Commerce (stable à 33 %), mais reste loin des niveaux moyens observés depuis 2002. Les TPE-PME sont en revanche nettement moins nombreuses que l'an dernier à prévoir des investissements dans les Transports (45 % après 52 %), les Services (34 % après 39 %) et la Construction (44 % après 49 %).

L'indicateur relatif à l'évolution des montants investis chute de 6 points pour s'établir à -9, et s'inscrit désormais sous son niveau moyen de long terme (-4).

- **Le recul de l'indicateur est commun à l'ensemble des secteurs.** Il est le plus marqué dans les Transports (-9 points à -20, soit 13 points sous sa moyenne de long terme). Dans l'Industrie, où les chefs d'entreprise restent relativement nombreux à investir, les dépenses d'investissement sont également attendues en ralentissement (-5 points à -4, soit 4 points sous la moyenne de long terme).

Par destination, les dirigeants prévoient une diminution sur un an de la part des dépenses allouées aux investissements immobiliers (37 % après 42 %) au profit des investissements mobiliers (57 % après 50 %) vers des proportions plus proches de celles observées avant crise, confirmant la tendance observée en fin d'année dernière. Les investissements corporels représentent 6 % des dépenses d'investissement totales, soit un peu moins qu'il y a un an (8 %).

Les investissements sont de plus en plus autofinancés. Alors qu'avant crise, ils étaient principalement financés par crédit bancaire à moyen terme (37 % en mai 2019 contre 30 % d'autofinancement), cette tendance s'est progressivement inversée et l'autofinancement est désormais la principale source de financement des investissements, en progression encore cette année (40 %, soit +3 points). 29 % des investissements restent financés par crédit bancaire à moyen terme et 16 % par crédit-bail mobilier (stable sur 1 an).



Champ : Total (N = 5136) ; Source : Bpifrance Le Lab

*Intentions d'investissement à mi-année pour l'année en cours

LES TPE-PME SONT MOINS NOMBREUSES À RÉALISER DES INVESTISSEMENTS VERTS*

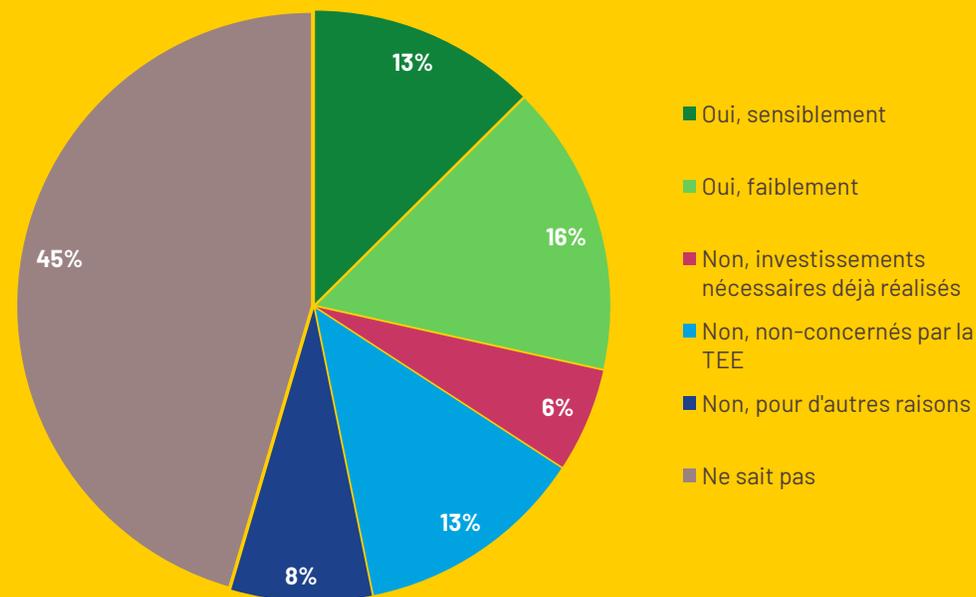
Seules 28 % des TPE-PME déclarent avoir réalisé des investissements verts en 2023. Elles étaient 35 % en 2022 et 42 % en 2021. La part de TPE-PME dont les investissements verts représentent plus de 10 % de leurs dépenses totales d'investissement recule légèrement et s'élève à 12 % (-2 points sur un an mais +1 point sur 2 ans).

Les dépenses d'investissements verts sont attendues en ralentissement en 2024. Le solde d'opinion sur l'évolution des montants investis perd 3 points sur 1 an à +2. Les dirigeants restent plus nombreux à anticiper une augmentation de leurs dépenses d'investissements verts (15 %) qu'une diminution de celles-ci (13 %), contrairement aux dépenses d'investissement totales (18 % anticipent une hausse contre 27 % une baisse).

Le ralentissement anticipé des investissements verts s'observe dans l'ensemble des secteurs d'activité. Les TPE-PME du Tourisme et de l'Industrie restent les plus nombreuses en proportion à en réaliser (respectivement 44 % et 35 % en 2023).

Les TPE-PME ayant déjà réalisé ou prévoyant des investissements verts en 2024 comptent les autofinancer à hauteur de 61 % (contre 40 % pour l'ensemble des dépenses d'investissements) **et obtenir un financement bancaire pour 33 % des dépenses.** Les 6 % restant seraient financés soit par augmentation de fonds propres (2 %) soit par d'autres moyens (subventions ou aides publiques, financement participatif, etc. : 4 %).

Intentions d'investissements verts au-delà de 2024

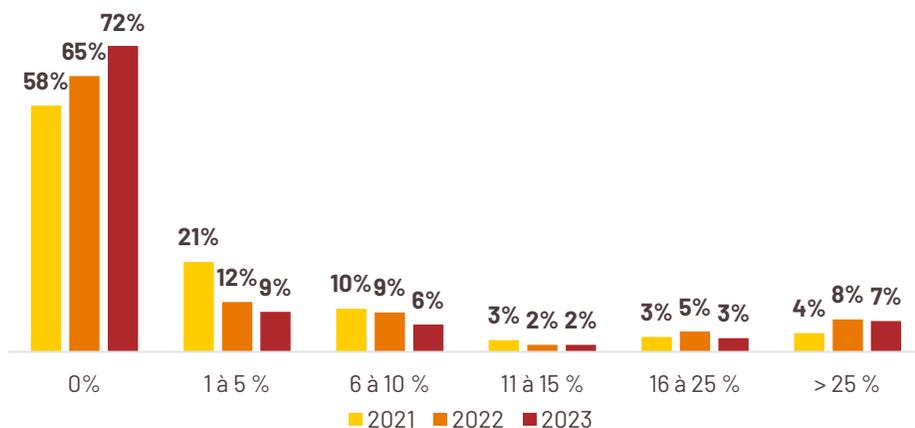


Champ : Total (N = 5069) ; Source : Bpifrance Le Lab

29 % des TPE-PME envisagent de poursuivre leurs investissements verts (ou d'en réaliser si ce n'est pas encore le cas) **au-delà de 2024**, dont 13 % sensiblement. 6 % considèrent qu'elles n'auraient plus de marges de manœuvre pour en réaliser davantage (les investissements nécessaires auraient déjà été effectués) et 20 % n'en réaliseraient pas pour d'autres raisons (non concernés notamment). La majorité des TPE-PME (45 %) sont incertaines à ce stade quant à l'évolution de leurs dépenses d'investissements verts à cet horizon.

*Investissements visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre et l'empreinte environnementale de l'entreprise (incluant l'impact de l'activité de l'entreprise sur la biodiversité).

Part des investissements verts dans les investissements totaux (en % du total des répondants)



Champ : Total (N = 5136) ; Source : Bpifrance Le Lab

FOCUS

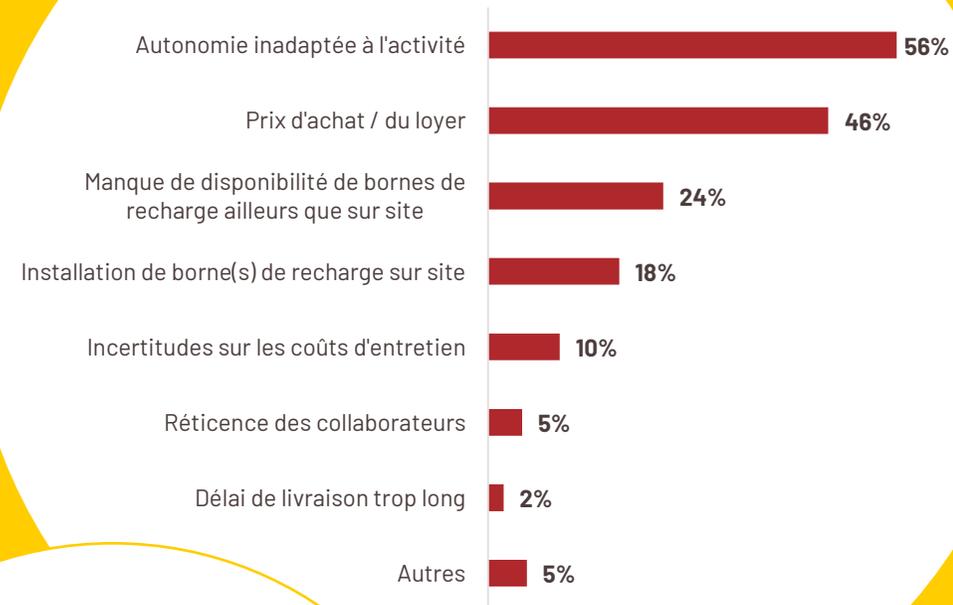
VERDISSEMENT DU PARC AUTOMOBILE*

Le renouvellement du parc automobile fait partie des principaux motifs des investissements verts chez les TPE-PME (le tiers d'entre elles, cf. 77e enquête). La question se pose dès lors de savoir dans quelle mesure il s'agit de véhicules électriques. Ceux-ci ne représentent à ce stade que 4 % du parc automobile des TPE-PME. L'électrification du parc devrait toutefois se poursuivre : au cours des 12 prochains mois, 16 % des véhicules achetés (y.c. leasing) seraient électriques. L'autonomie et le prix d'achat sont les principaux freins à l'acquisition de véhicules d'entreprise électriques.

- 77 % des TPE-PME ont un parc automobile composé d'au moins un véhicule léger de moins de 5t. Ce parc automobile est composé en moyenne de 6,4 véhicules, dont 0,2 véhicules électriques. **Les véhicules électriques représentent donc un peu moins de 4 % des véhicules chez les TPE-PME.** 11 % des parcs automobiles sont au moins partiellement électrifiés (1 véhicule électrique minimum). Ces derniers sont globalement plus gros (10 véhicules en moyenne) et la part de véhicules électriques atteint 21 %. Autrement dit, **peu d'entreprises ont déjà entamé l'électrification de leur parc automobile (environ 1/10). Celles-ci ont relativement plus de véhicules et ont électrifié environ 1/5 de leur flotte.**
- **L'électrification du parc automobile devrait s'intensifier cette année.** Au cours des 12 prochains mois, les TPE-PME comptent acheter un peu plus de véhicules qu'elles ne comptent en vendre (0,9 contre 0,7) et surtout, la part des véhicules électriques dans les intentions d'achat s'élève à 16 %. Parmi les TPE-PME qui comptent acheter au moins un véhicule électrique au cours des 12 prochains mois, 76 % ne possèdent actuellement aucun véhicule électrique d'entreprise.
- **Les principales motivations à l'achat d'un véhicule électrique sont la politique RSE de l'entreprise** (pour 46 % des TPE-PME possédant ou prévoyant d'acheter un véhicule électrique) **et le coût d'usage jugé plus faible** (pour 43 % d'entre elles). L'image publique de l'entreprise est la 3^{ème} raison avancée, citée par un quart d'entre elles.
- À l'inverse, **les principaux freins à l'achat d'un véhicule électrique sont l'autonomie du véhicule** considérée comme inadaptée (insuffisante) au regard de l'activité de l'entreprise (pour 56 % des TPE-PME) **et le prix d'achat** (ou du loyer en cas de leasing) jugé trop élevé. Le 3^e frein remonté concerne les bornes de recharges (insuffisance de bornes en dehors du site de l'entreprise ou frein à l'installation de borne(s) sur site).

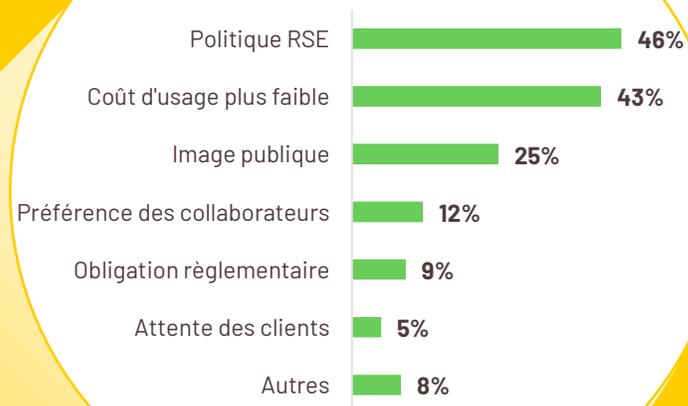
*Le questionnaire relatif au verdissement du parc automobile a été réalisé en partenariat avec le Conseil d'analyse économique dans le cadre d'une étude qui a pour objet d'éclairer les choix de politique publique associés à la Loi Climat et Résilience, notamment son volet automobile.

Principaux freins à l'achat d'un véhicule électrique



Champ : Total (N = 5006)

Principales raisons d'achat d'un véhicule électrique



Champ : TPE-PME possédant ou prévoyant d'acheter un véhicule électrique (N = 928)



3

PERSPECTIVES 2025

LES PERSPECTIVES POUR 2025 LAISSENT ATTENDRE UNE ACTIVITÉ ENCORE PEU DYNAMIQUE; UN LÉGER REGAIN D'ÉNERGIE ATTENDU DU CÔTÉ DE L'INDUSTRIE

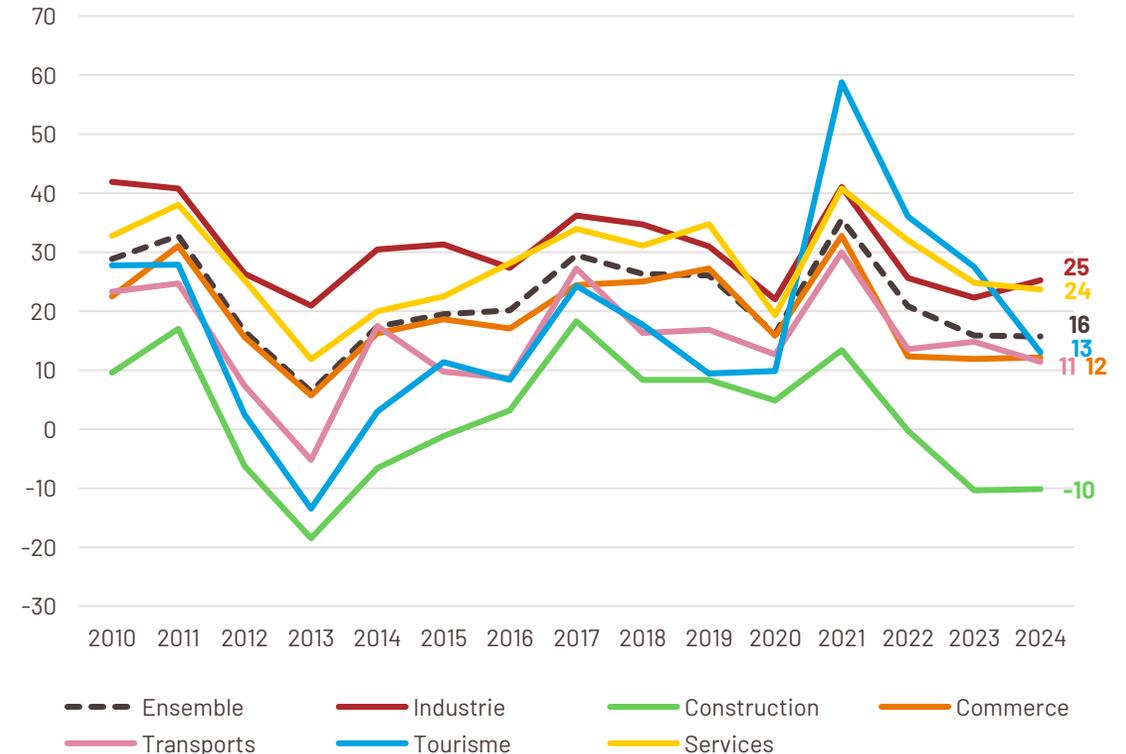
Les perspectives d'activité pour 2025 sont stables. À +16, l'indicateur reste nettement sous sa moyenne de long terme (+25 entre 2000 et 2023). Les évolutions sectorielles sont assez hétérogènes :

- L'indicateur corrige très nettement dans le **Tourisme (-14 points à +13)** et retombe ainsi sous sa moyenne de long terme (+18), à des niveaux proches de ceux observés avant crise. **Les perspectives d'activité se dégradent également dans les Transports (-4 points à +11).**
- L'indicateur prévisionnel d'activité se stabilise à bas niveau dans la **Construction et le Commerce**. À respectivement -10 et +11, il s'établit plus de 10 points sous sa moyenne de long terme dans ces deux secteurs.
- **Seule l'Industrie voit ses perspectives s'améliorer sur un an (+3 points, à +25). Ce serait, avec les Services, les secteurs les plus porteurs**, avec respectivement 35 % et 33 % de dirigeants prévoyant une augmentation du chiffre d'affaires en 2025 contre « seulement » 10 % une baisse. L'indicateur prévisionnel d'activité y demeure toutefois 7 à 8 points sous son niveau moyen de long terme.

Les dirigeants de très grosses PME sont plus confiants. Si les perspectives d'activité se stabilisent aussi bien chez les TPE de 1 à 9 salariés que chez les PME d'au moins 10 salariés prises dans leur ensemble, les PME de 100 à 249 sont les seules à voir leurs perspectives s'améliorer : l'indicateur progresse de 4 points à +35, un niveau toutefois encore sensiblement inférieur à sa moyenne de long terme (+45).

Les PME fortement exportatrices, c'est-à-dire réalisant au moins 25 % de leur chiffre d'affaires à l'international, qui avaient jusqu'ici relativement mieux résisté, voient leurs perspectives d'activité pour 2025 se dégrader (là où elles se stabilisent pour les PME relativement moins exportatrices). L'indicateur prévisionnel d'activité perd 6 points à +31 et s'écarte ainsi de sa moyenne de long terme (+40). L'activité y resterait plus dynamique que chez les PME non-exportatrices ou réalisant moins du quart de leur chiffre d'affaires à l'international.

Évolution de l'activité pour l'année suivante, par secteur
(Solde d'opinion, en %)

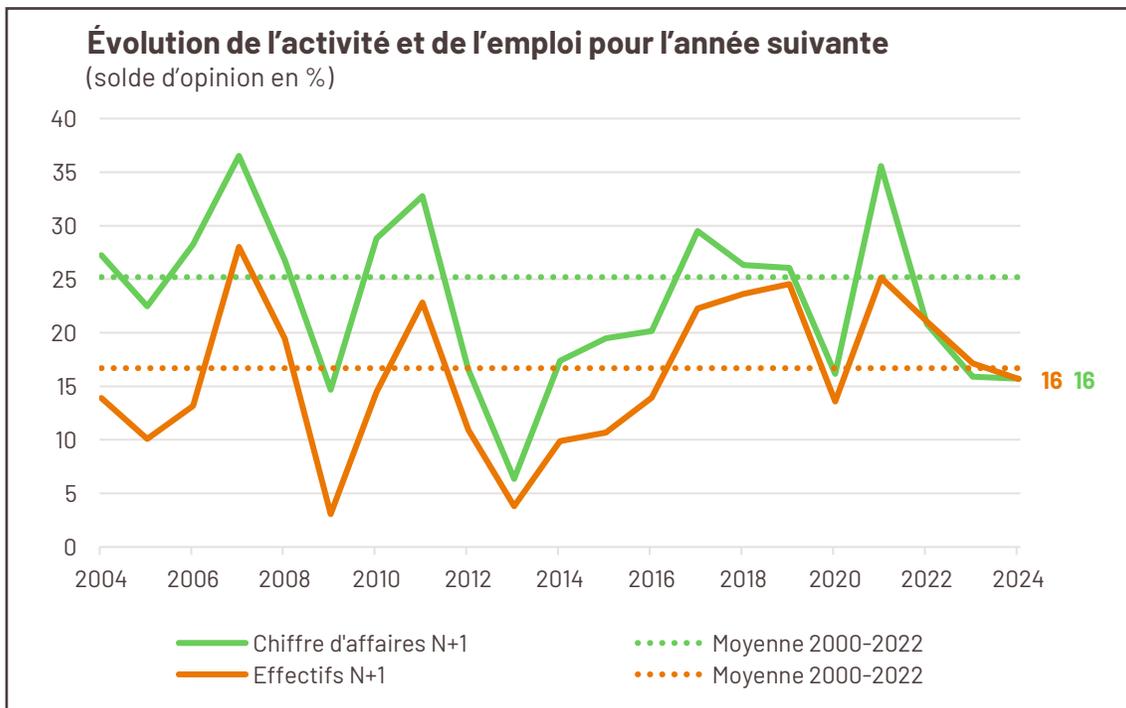


Champ : Total (N = 5136); Source : Bpifrance Le Lab

LES PERSPECTIVES D'EMBAUCHE RÉSISTENT ENCORE

L'indicateur prévisionnel d'emploi perd 1 point sur 1 an et s'établit, à +16, tout juste sous sa moyenne de long terme (+17), là où l'indicateur prévisionnel d'activité y est bien inférieur.

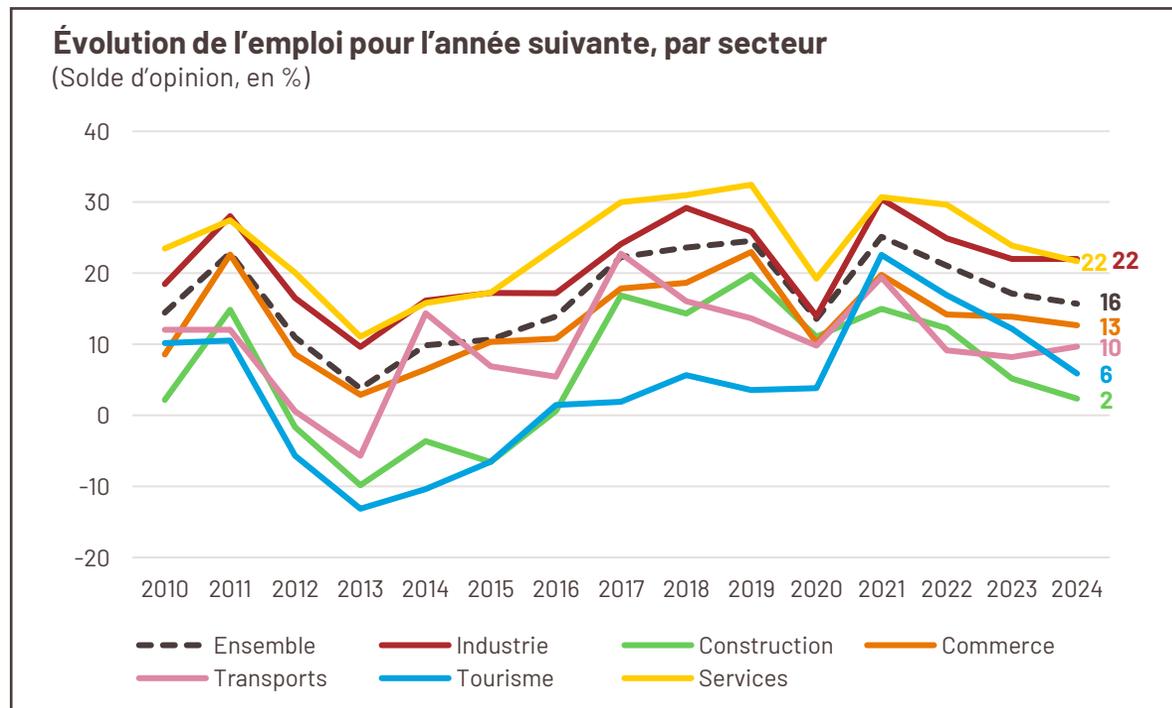
- Cette résilience de l'emploi s'observe avant tout chez les PME d'au moins 10 salariés. L'indicateur y est quasi stable à +20, soit son niveau moyen de longue période. Les embauches seraient particulièrement dynamiques dans les grosses PME d'au moins 100 salariés, l'indicateur se stabilisant à +27, soit 5 points au-dessus de sa moyenne de long terme. À l'inverse, les perspectives d'embauches sont mal orientées chez les TPE (moins de 10 salariés), l'indicateur reculant de nouveau (-3 points sur un an à +6, contre +12 en moyenne entre 2000 et 2023).
- Les embauches seraient un peu moins allantes en 2025 chez les PME exportatrices, en lien avec un rythme de croissance attendu un peu plus faible. L'indicateur, en baisse de 3 points à +25, reste néanmoins plus élevé que sa moyenne de long terme (+23).



Champ : Total (N = 5136) ; Source : Bpifrance Le Lab

Là encore, les situations sont hétérogènes selon les secteurs d'activité.

- Les embauches resteraient particulièrement dynamiques dans l'Industrie, en cohérence avec des perspectives d'activité mieux orientées dans ce secteur. L'indicateur prévisionnel d'emploi se stabilise à +22, soit 3 points au-dessus de sa moyenne de long terme.
- À l'inverse, les embauches ralentiraient fortement dans le Tourisme, en lien avec l'assombrissement des perspectives d'activité. L'indicateur perd 6 points sur 1 an, mais demeure proche de son niveau moyen de long terme. Elles seraient atones dans la Construction, où l'indicateur recule de 3 points à +2, un niveau sensiblement inférieur à sa moyenne historique contrairement aux autres secteurs.
- Elles ralentiraient dans une moindre mesure dans les Services et le Commerce et se redresseraient légèrement dans les Transports. L'indicateur s'établit proche de son niveau moyen de long terme dans l'ensemble de ces secteurs.



Champ : Total (N = 5136) ; Source : Bpifrance Le Lab

Le ralentissement de l'activité entre 2023 et 2024 est généralisé à l'ensemble du territoire, à l'exception de la Bretagne. La croissance est attendue plus faible en 2024 qu'estimée en 2023 dans chacune des régions françaises à l'exception notable de la Bretagne. Elle oscillerait entre -1,7 % et +1,3 % selon les régions. Les TPE-PME de Bourgogne-Franche-Comté, du Grand-Est et de Nouvelle-Aquitaine sont les moins confiantes : elles sont plus nombreuses en proportion à anticiper un recul de leur chiffre d'affaires qu'une hausse, et tablent en moyenne sur un recul de 1,4 % à 1,7 % de leur chiffre d'affaires cette année. L'activité serait la plus dynamique en Bretagne (+1,3 %). La croissance serait également positive en Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes et Normandie, cette dernière étant la seule région à afficher un solde d'opinion en hausse sur un an, et supérieur à sa moyenne de long terme qui plus est.

L'emploi résiste globalement mieux que l'activité, avec des évolutions contrastées selon les régions. Le solde d'opinion sur l'emploi est en recul sur un an dans chaque région hormis dans les Pays de la Loire, où les créations d'emploi seraient particulièrement dynamiques (+5 points sur un an à +17, soit 5 points au-dessus de sa moyenne de long terme). Les embauches ralentiraient assez nettement en Centre-Val de Loire, Auvergne-Rhône-Alpes et Nouvelle-Aquitaine (-9 à -11 points, à des niveaux inférieurs à leur moyenne historique). Les embauches restent relativement allantes dans le Grand-Est, les Hauts-de-France et en Île-de-France au regard des dynamiques passées.

L'investissement ralentirait dans toutes les régions à l'exception de la Normandie. Les TPE-PME normandes seraient nettement plus nombreuses que l'an passé à investir (48 % d'entre elles, soit +7 points sur un an) et prévoient une accélération de leurs dépenses d'investissement (solde d'opinion en hausse de 7 points sur un an à 0, soit 6 points au-dessus de sa moyenne de long terme). Le solde d'opinion sur l'évolution des montants investis recule dans toutes les autres régions, le plus fortement en Bourgogne-Franche-Comté (-18 points).

Les perspectives d'activité pour 2025 sont contrastées. Elles s'améliorent en Bretagne, en Normandie, dans le Grand-Est, en Bourgogne-Franche-Comté, en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie (indicateur prévisionnel en hausse de 3 à 6 points sur un an). Elles se stabilisent dans les Hauts-de-France et s'assombrissent dans les autres régions, plus particulièrement en Centre-Val de Loire (-10 points).

Retrouvez l'analyse régionale détaillée sur <https://lelab.bpifrance.fr/>

Évolution du chiffre d'affaires et des effectifs en 2024 par région

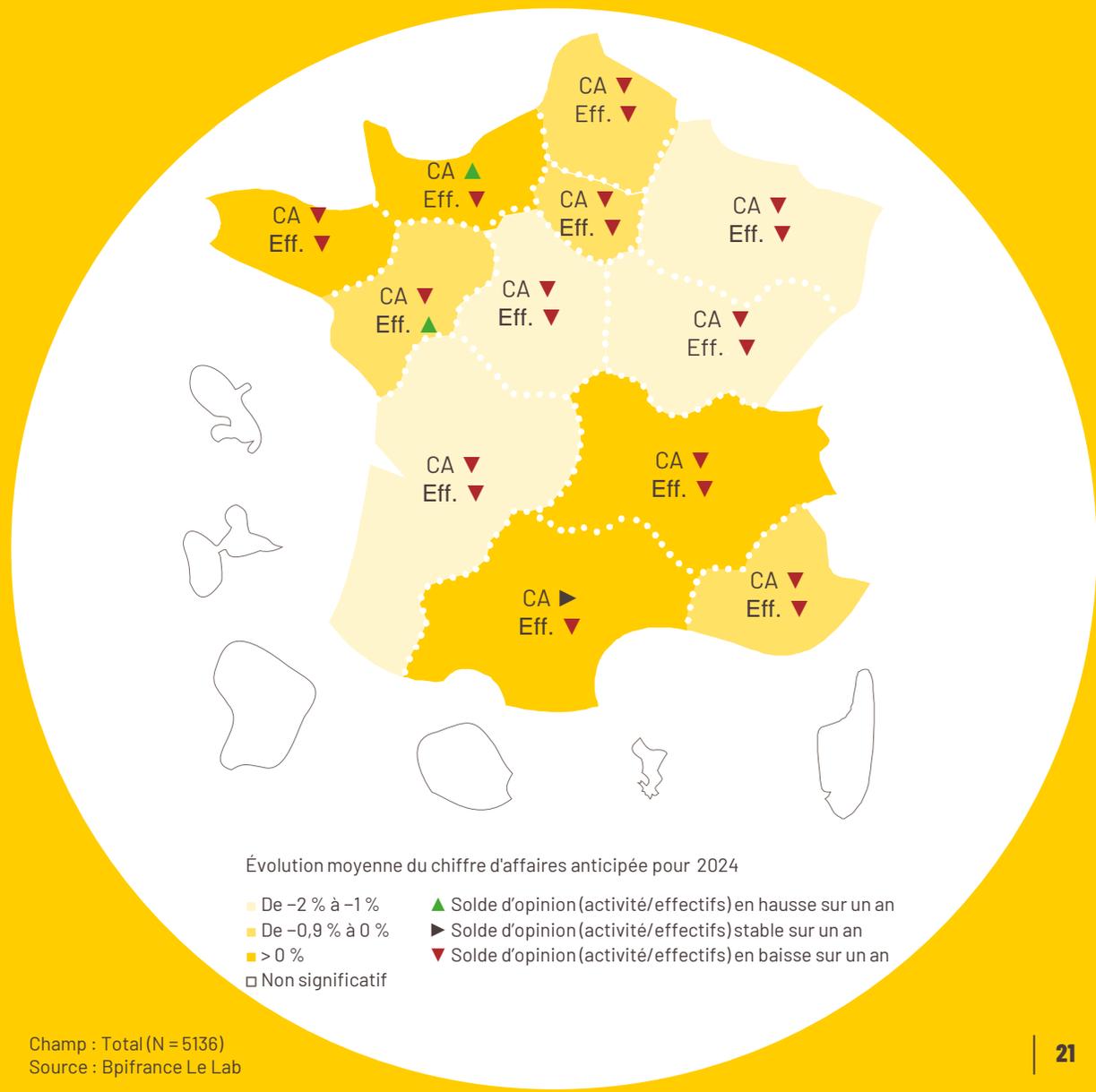


TABLEAU DE BORD

ANNÉE 2024 ⁽¹⁾

ANNÉE 2025 ⁽¹⁾

Chiffre d'affaires

Moyenne 2000-2023* Mai 2023 Mai 2024 Évolution / Mai 2023

Effectifs

Moyenne 2000-2023* Mai 2023 Mai 2024 Évolution / Mai 2023

Investissements

Moyenne 2000-2023* Mai 2023 Mai 2024 Évolution / Mai 2023

Ensemble des TPE-PME

14 12 2 ↓

8 14 9 ↓

-4 -3 -9 ↓

Taille

10 - 250 salariés 21 20 6 ↓

14 19 13 ↓

-2 -1 -6 ↓

Moins de 10 salariés 4 -2 -7 ↓

0 4 0 ↓

0 3 -5 ↓

Secteur

Commerce 13 2 -8 ↓

7 8 4 ↓

-6 -6 -11 ↓

Construction 8 6 -9 ↓

6 8 4 ↓

-9 -8 -14 ↓

Industrie 17 16 4 ↓

7 18 15 ↓

0 1 -4 ↓

Services 19 16 14 ↓

13 18 14 ↓

-3 -1 -7 ↓

Tourisme 6 40 12 ↓

0 13 4 ↓

-12 -6 -13 ↓

Transports 11 11 -5 ↓

8 9 -2 ↓

-7 -11 -20 ↓

Ensemble des TPE-PME

25 16 16 →

17 17 16 ↓

Taille

10 - 250 salariés 31 22 21 ↓

20 21 20 ↓

Moins de 10 salariés 17 4 4 →

12 9 6 ↓

Secteur

Commerce 25 12 12 →

14 14 13 ↓

Construction 6 -10 -10 →

9 5 2 ↓

Industrie 33 22 25 ↑

19 22 22 →

Services 30 25 24 ↓

24 24 22 ↓

Tourisme 18 27 13 ↓

5 12 6 ↓

Transports 16 15 11 ↓

10 8 10 ↑

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse - Part des entreprises anticipant une baisse)

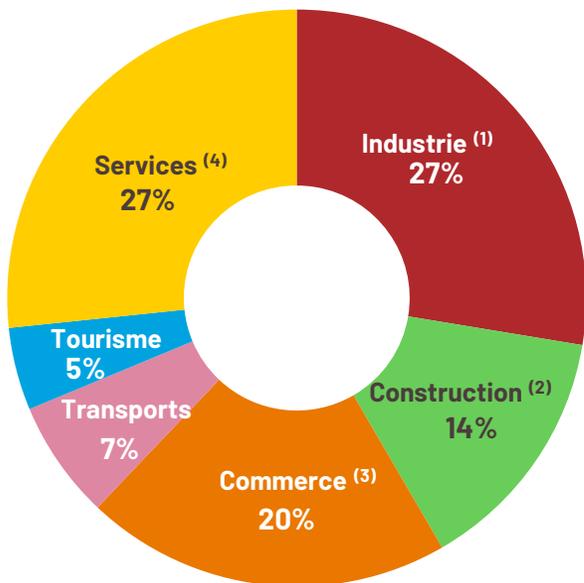
* Moyenne 2010 à 2023 dans les Transports, la série ayant été créée en novembre 2009. Moyenne des réponses de mai uniquement pour l'investissement et l'année 2025

4

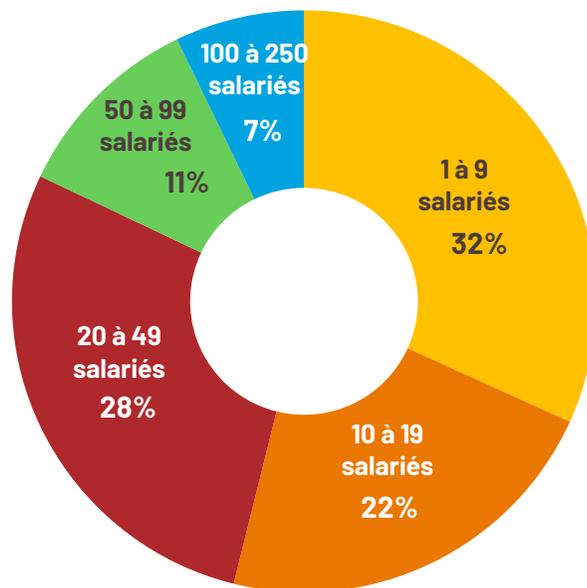
STRUCTURE DE L'ÉCHANTILLON

STRUCTURE DE L'ÉCHANTILLON

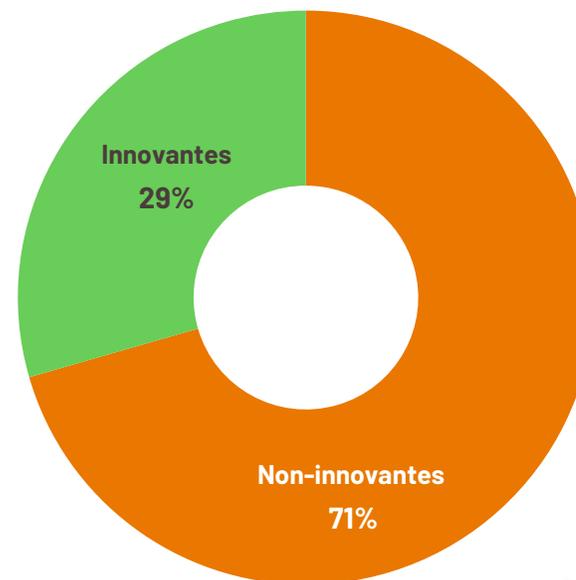
Secteur d'activité



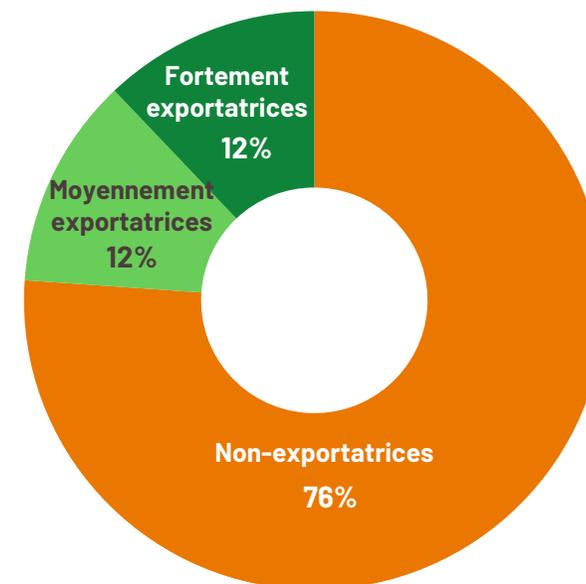
Effectif



Caractère innovant



Caractère exportateur



(1) 3% agroalimentaire, 14% biens intermédiaires, 8% biens d'équipements et 3% biens de consommation

(2) 12% bâtiment et 2% travaux publics

(3) 2% commerce et réparation automobile, 13% commerce de gros et 6% commerce de détail

(4) 22% services aux entreprises et 4% services aux particuliers

CONTACTS



ecobpifrance@bpifrance.fr



www.lelab.bpifrance.fr



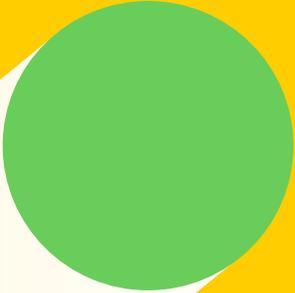
www.x.com/BpifranceLeLab

Sabrina El Kasmi,

Responsable du pôle Conjoncture-Macroéconomie-Risque pays, **Bpifrance**
sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Laetitia Morin,

Macroéconomiste-conjoncturiste, **Bpifrance**
laetitia.morin@bpifrance.fr



SERVIR L'AVENIR

bpifrance